

Des Casques bleus au Mali le 1er juillet



Un homme marche mardi dans une rue de Bamako parée aux couleurs de la France.

La France n'entend pas laisser des troupes dans le pays lorsque la mission de l'ONU sera déployée.

Tout en poursuivant ses opérations militaires contre les islamistes dans le nord du Mali, la France se prépare à passer le relais à l'ONU. Le calendrier déjà établi prévoit que la mission de maintien de la paix qui remplacera les soldats français et les troupes africaines engagées dans la mission de la Misma soit déployée au 1er juillet, avant l'élection présidentielle malienne.

«In cha' Allah», si Dieu le veut, glisse un diplomate de l'ONU, reconnaissant que la situation sur place est encore loin de réunir toutes les conditions. Le sous-secrétaire général chargé des Opérations de maintien de la paix, Edmond Mulet, est justement en mission à Bamako pour déterminer les modalités de la transition de la Misma vers une force de Casques bleus. On parle pour l'instant de 10.000 hommes et d'une mission «sous chapitre 7», c'est-à-dire autorisée à utiliser la force. Les négociations au Conseil de sécurité débuteront fin mars, pour une résolution prévue courant avril.

Secteurs militaires

Un point semble désormais arrêté: la France ne restera pas sur place. Les premiers départs de ses soldats sont prévus dès le mois prochain. «Nous ne nous ruons pas vers la sortie, rassure un diplomate, le retrait français se fera parallèlement à l'arrivée des troupes onusiennes.» Après leur retrait, les forces françaises pourront toujours mener des opérations depuis leurs bases au Sénégal et au Tchad, souligne-t-on. «Nous avons prouvé que nous pouvions intervenir rapidement», ajoute le diplomate.

À l'ONU, le départ français est aussi considéré comme inévitable, malgré le risque d'un retour de l'instabilité - la reconstruction de l'armée malienne par les formateurs européens devant prendre environ deux ans. «Les Français ont déjà fait beaucoup et ont remporté de solides victoires avec l'aide des Tchadiens, on ne les pousse certainement pas à rester, commente un diplomate occidental. Nous espérons tous que d'ici à l'arrivée de la mission onusienne, les opérations antiterroristes menées actuellement ne seront plus nécessaires.» Dans le cas contraire, la mission ne serait tout simplement pas déployée. La difficulté sera donc de se mettre d'accord sur l'évaluation du danger posé aux Casques bleus.

«C'est pourquoi il faudra une mission robuste», souligne une source à l'ONU. La force de réaction rapide que souhaitent les Africains n'est pas jugée souhaitable à New York. «D'un point de vue militaire, elle n'aurait pas de sens dans un pays grand comme le Mali», estime un spécialiste. Une meilleure option, pense-t-on dans certaines capitales, serait de découper le Mali en secteurs militaires où pourraient être déployées des compagnies de réserve, prêtes à réagir rapidement en cas d'attaques islamistes. Le degré de latitude de ces troupes à ouvrir le feu reste à déterminer.

Au-delà de l'aspect militaire, c'est le volet politique de la nouvelle mission qui est, de l'avis général, le plus compliqué. «L'atmosphère à Bamako est à la revanche», s'inquiète un diplomate. En témoignent les tensions ethniques dénoncées par le Haut Commissariat aux droits de l'homme mercredi. À charge pour les Nations unies de convaincre Bamako de s'engager dans un processus de réconciliation.